



NOTE DE POSITIONNEMENT

Lignes directrices sur les aides d'État et règlement général d'exemption par catégorie : nos propositions pour l'énergie citoyenne

Note du CLER-Réseau pour la transition énergétique
8 décembre 2021

Cette note s'inscrit dans la suite de propositions sur le cadre de soutien européen et du groupe de travail sur les projets d'énergie renouvelable (EnR) à gouvernance locale. Nos structures ont répondu à la consultation sur le projet de révision des lignes directrices sur les aides d'État à la protection de l'environnement, à l'énergie et au climat (CEEAG) de l'été 2021. Ces positions ont été portées par nos partenaires européens membres de la European Community Power Coalition - CoPower (cf *lettre ouverte au Vice-président F. Timmermans et à la Commissaire M. Vestager de novembre 2021 en annexe*).

Nota bene : le projet de lignes directrices sur les aides d'État à la protection de l'environnement, à l'énergie et au climat et le projet de règlement général d'exemption par catégorie sont ci-après notés respectés "projet de CEEAG" et "projet GBER", reprenant ainsi les acronymes en anglais.

I. Lignes directrices sur les aides d'État (CEEAG) et règlement général d'exemption par catégorie (GBER) : de quoi s'agit-il ?

Le projet de lignes directrices sur les aides d'État à la protection de l'environnement, à l'énergie et au climat (CEEAG) vise à l'alignement et la compatibilité/cohérence des règles des lignes directrices avec le Green Deal pour l'Europe et autres grands principes/politiques de l'UE dans le secteur de l'énergie en élargissant le champ d'application des lignes directrices et à offrir la flexibilité nécessaire pour les nouvelles technologies et nouveaux domaines en simplifiant les règles existantes. La Commission ambitionne également à aider les États membres à **atteindre les objectifs en matière d'énergie et de climat à moindre coût** pour les contribuables et sans distorsion induite de la concurrence sur le marché unique. La Commission européenne a lancé une consultation publique dans le cadre de sa proposition de projet de lignes directrices concernant les aides d'État en faveur du climat, de l'énergie et de l'environnement. L'adoption du projet final des lignes directrices est prévue pour le 1^{er} janvier 2022. Celles-ci remplaceront les lignes directrices concernant les aides d'État à l'énergie et à l'environnement 2014-2020 actuellement en vigueur suite à une prolongation.



Les lignes directrices s'appliquent aux aides d'une certaine importance ou non visées par le Règlement Général d'exemption par catégories (GBER), règlement permettant d'éviter une notification préalable à la Commission. Elles ont donc pour objet d'explicitier les conditions qu'une aide individuelle ou un régime d'aides doit remplir pour être autorisé par la Commission dans le cadre d'une notification par l'État membre concerné. La Commission estime que la réalisation des objectifs climatiques et énergétiques accrus de 2030 (paquet "Fit for 55"), tels que définis dans le Green Deal européen, nécessitera 350 Mrd€ d'investissements supplémentaires par an.

Les lignes directrices révisées prévoient 13 catégories d'aides dont la mobilité propre ou l'économie circulaire. Pour ce qui concerne les énergies renouvelables, la catégorie d'aides à l'énergie provenant de sources renouvelables est déjà reprise dans les lignes directrices actuellement en vigueur ; les nouvelles lignes directrices les présentent comme une disposition fourre-tout dont l'intention est d'englober toutes les technologies "bas carbone" qui peuvent y contribuer et permettre que les lignes directrices soient aussi évolutives que possible. Son champ d'application est étendu à toutes les technologies qui réduisent les gaz à effet de serre et améliorent l'efficacité énergétique, y compris celles provenant de sources fossiles ou fissiles.

Certaines aides réputées compatibles sont exemptées de notification à la Commission. La nature de ces aides est précisée dans des règlements dits d'exemption (à la procédure de notification), regroupés en un document unique, adopté en premier lieu en 2008, le règlement général d'exemption par catégorie (GBER). La procédure de révision du GBER est donc logiquement concomitante avec la révision des lignes directrices, afin de s'inscrire en cohérence. Comme en 2014, en couvrant de nouvelles catégories d'aides et relevant les seuils d'exemption, **l'actuel projet de GBER vise à permettre à la Commission de se concentrer sur les mesures d'aides ayant la plus forte incidence sur le marché intérieur, et corrélativement, aux États membres, d'octroyer un plus grand nombre d'aides sans notification préalable.**

II. Contexte européen

Le Green Deal européen vise à placer les citoyens au cœur de la transition énergétique en garantissant l'équité et l'inclusion. Cette initiative fait suite au paquet législatif "Une énergie propre pour tous les Européens", qui reconnaît les "clients actifs", les "autoconsommateurs d'énergies renouvelables", les "communautés d'énergies renouvelables" (CER) et les "communautés énergétiques citoyennes" (CEC) comme des acteurs distincts du marché dans la transition énergétique. Outre la promotion de l'égalité et de conditions de concurrence équitables sur le marché intérieur de l'énergie, la politique de concurrence et les règles en matière d'aides d'État, en particulier, doivent contribuer à la mise en œuvre du Green Deal et guider les États membres afin qu'ils puissent se conformer à leurs obligations légales dans le cadre de ce paquet. **Il est à noter d'ailleurs que la révision envisagée de la directive énergies renouvelables ne prévoit pas de modification de l'article 22 sur les communautés d'énergie renouvelable, ce qui est une très bonne nouvelle.**

Les lignes directrices existantes de 2014 sur les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie (EEAG) ont contribué paradoxalement à accroître les freins au



développement des CER. En particulier, elles ont créé des conditions de concurrence inégales et implicitement discriminatoires pour les CER en mettant l'accent sur les appels d'offres pour le soutien aux énergies renouvelables et en ne reconnaissant pas suffisamment les problématiques juridiques et concrètes rencontrées par les acteurs du marché territoriaux et non commerciaux.

Le cadre juridique pour les CER créé par le paquet énergie-climat visait à remédier aux défaillances du marché et à créer des environnements politiques et juridiques favorables, afin que les communautés énergétiques puissent se développer au niveau national. Outre les lignes directrices, le règlement général d'exemption par catégorie (GBER) doit fournir des orientations claires et incitatives, afin que les États membres puissent innover dans la conception de régimes d'aide aux énergies renouvelables susceptibles de favoriser l'appropriation par la collectivité de la production d'énergies renouvelables dans leurs marchés de l'énergie.

Les nouvelles lignes directrices sur les aides d'État doivent être publiées en fin d'année par la Commission européenne. Par ailleurs, cette dernière invite les parties intéressées à commenter sa proposition de révision du règlement général d'exemption par catégorie (GBER) jusqu'au 8 décembre 2021. L'objectif de la révision proposée est de refléter les changements apportés à divers ensembles de lignes directrices sur les aides d'État (y compris le GBER), qui sont actuellement en cours de révision, et de faciliter davantage le financement public de la transition écologique de l'Union européenne.

III. État des lieux de l'énergie citoyenne en France

Avec près de 250 projets recensés par Énergie Partagée et des initiatives locales multiples et diverses, la dynamique territoriale des énergies renouvelables est réelle. A la suite d'un groupe de travail national sur les projets EnR à gouvernance locale, la ministre française de la Transition écologique Mme Barbara Pompili a tenu à marquer son soutien politique à ce type de montage et annoncé un plan d'actions de 10 mesures, avec un objectif de 1000 nouveaux projets EnR à gouvernance locale d'ici 2028 (voir en ligne : <https://www.ecologie.gouv.fr/energies-renouvelables-citoyennes>).

La mesure 4 du plan d'action prévoit d'**encourager les projets à gouvernance locale dans les dispositifs nationaux de soutien public aux énergies renouvelables** et d'apporter des réponses à plusieurs obstacles auxquels sont confrontés les projets à gouvernance locale :

- 1) **l'interdiction de cumul des aides territoriales avec le tarif d'achat national** : en effet **les dispositifs actuels ne permettent toutefois pas toujours de faire émerger l'ensemble des projets en développement** (nature sélective des appels d'offres, rémunération des arrêtés tarifaires calculée pour assurer une rentabilité à un "projet type") **ni de compenser les obstacles et caractéristiques spécifiques des projets à gouvernance locale** (faible expérience avec des projets similaires, absence de diversification des risques, animation du collectif local, taille limitée des projets, accès contraint aux financements, etc.), raison pour laquelle différentes régions et collectivités locales ont pu **mettre en place des dispositifs de soutien facilitant le**



développement de ces projets, notamment sous forme d'aides à l'émergence, aux études et à l'investissement. Pour les mêmes raisons, il est aujourd'hui impossible pour les coopératives ou structures reconnues d'utilité publique (possédant l'agrément français "ESUS") et développant des projets EnR soutenus par l'Etat de proposer une réduction fiscale aux citoyens investissant leur épargne au capital de ces structures ("dispositif Madelin"). Le dispositif d'incitation fiscale est en effet considéré comme une aide aux investissements sans possibilité de cumul avec les aides à la production d'EnR. Étant donné les spécificités des structures en question (soumises au principe de lucrativité limitée et de partage de la valeur excluant donc tout risque de sur rémunération des actionnaires), reconnues dans la directive sur les énergies renouvelables (RED II) de 2018, il est primordial que les règles européennes laissent la possibilité aux États membres d'autoriser la co-existence de plusieurs types d'aides publiques à la production d'EnR, sous conditions.

- 2) **l'accès aux appels d'offres lancés par la Commission de Régulation de l'Énergie et la distorsion de concurrence face aux acteurs professionnels de l'énergie** : dans les appels d'offres nationaux d'ENR électriques, les projets à gouvernance locale peuvent bénéficier du dispositif du "bonus participatif", qui a connu d'importantes évolutions lors du renouvellement des mécanismes de soutien en 2021, prévoyant notamment la transition d'une prime financière directe (en € par MWh) à un bonus en points de notation de l'offre. Les effets de cette réforme par rapport à l'objectif de développement des projets à gouvernance locale doivent être appréciés à l'avenir. On peut néanmoins souligner que **le bonus participatif n'apporte qu'une aide très limitée à ces projets à gouvernance locale**, puisqu'il ne réduit pas en soi la complexité et les risques d'investissements échoués liés à la participation aux appels d'offres.

Rappelons que la Commission Européenne avait notamment précisé dans la directive sur les énergies renouvelables (RED II) de 2018 que les États membres *"veillent à ce que les communautés d'énergies renouvelables puissent participer aux régimes d'aide disponibles sur un pied d'égalité avec les grands acteurs"*, encourageant explicitement les Etats à *"prendre des mesures, telles que la communication d'informations, l'apport d'un soutien technique et financier, la réduction des exigences administratives, y compris des critères d'appels d'offres orientés vers les communautés, la création de créneaux d'appel d'offres adaptés aux communautés d'énergies renouvelables, ou permettre la rémunération des communautés d'énergies renouvelables par un soutien direct lorsqu'elles satisfont aux exigences applicables aux petites installations"* (Considérant 26 de la directive RED II).

C'est sur la base et en cohérence avec les éléments précités que nous portons les propositions suivantes.

IV. Nos propositions sur les projets de lignes directrices



sur les aides d'État révisées (CEEAG) et de règlement général d'exemption par catégorie en cours de révision (GBER)

Même si le CLER-Réseau pour la transition énergétique salue la révision du GBER pour s'aligner sur la révision des lignes directrices, l'absence de mention des communautés d'énergie renouvelable dans le projet de CEEAG est fortement dommageable. Le projet de de GBER porte donc logiquement les mêmes incohérences et manquements.

1. Les aides aux communautés d'énergie renouvelable & autres acteurs non commerciaux doivent être explicitées dans le projet de CEEAG (et pas uniquement dans le GBER) pour être en cohérence avec la directive EnR

Le projet de CEEAG doit fournir des orientations claires et incitatives, afin que les États membres soient en mesure d'innover dans la conception de régimes de soutien aux communautés énergétiques et aux projets EnR qu'elles portent.

La directive RED II ne prescrit pas la manière dont les États membres doivent assurer l'égalité de traitement des CER. Néanmoins, les considérants donnent des indications claires (cf ci-dessous Considérant 26).

Le CLER-Réseau pour la transition énergétique suggère d'inscrire un chapitre/sous-chapitre spécifique sur les communautés d'énergie dans le projet de CEEAG, afin de fournir des orientations indispensables sur la manière dont les États membres peuvent leur fournir un soutien direct, en dehors des limites du système d'appels d'offres. Ce chapitre/sous-chapitre doit contenir :

- Des dispositions dédiées aux CER, reconnaissant leur position unique sur le marché et les défis qu'elles doivent relever en tant qu'acteurs non commerciaux ;
- Des seuils plus élevés pour exempter les CER et les autres petites installations de production d'énergies renouvelables de l'obligation de participer à des procédures d'appel d'offres ;
- Des orientations claires et concrètes pour aider les États membres à intégrer les CER dans leurs régimes de soutien, conformément à leurs obligations légales au titre de la directive RED II ;
- Un processus administratif simplifié pour les États membres qui souhaitent créer un soutien spécifique pour les CER dans leurs régimes nationaux de soutien aux EnR ;
- La reconnaissance de l'impact social des projets d'énergie renouvelable sur les territoires d'implantation et les acteurs locaux, ainsi que des dispositions favorables à l'intégration de critères sociaux dans les procédures d'appel d'offres EnR.

L'ajout d'une mention qui prévoit que *"les États membres peuvent accorder une plus grande souplesse en ce qui concerne les exigences de préqualification pour les projets développés et détenus à 100 % par des PME ou par des communautés d'énergie renouvelable, afin de réduire*



les obstacles à leur participation” est insuffisante. **Le soutien aux CER doit être explicité et précisé.**

2. Mettre en cohérence le projet de GBER avec le Green Deal

Tout d’abord, le fait de placer la révision du GBER sous les rubriques des objectifs du Green Deal européen et des objectifs climatiques de l’Union pour 2030 et 2050, tels qu’adoptés dans le cadre de la loi européenne sur le climat, est à la fois bienvenu et nécessaire. Afin de s’inscrire en cohérence avec les autres objectifs politiques et réglementaires, et d’être véritablement à l’épreuve du temps, le GBER doit également intégrer (i) le principe de l’efficacité énergétique d’abord, (ii) le principe de solidarité énergétique, (iii) les objectifs de l’Union en matière de sources d’énergie renouvelables et d’efficacité énergétique pour 2030, (iv) l’objectif de suppression progressive des combustibles fossiles et des autres subventions nuisibles à l’environnement, ainsi que (v) le niveau d’ambition accru proposé dans le paquet “Fit for 55” présenté le 14 juillet 2021, y compris des objectifs accrus en matière d’efficacité énergétique et des objectifs renforcés de réduction des émissions.

Le principe de l’efficacité énergétique d’abord (“*EE 1st*”) est un pilier essentiel de l’Union de l’énergie et a été reconnu par la Commission comme un principe directeur horizontal de la gouvernance européenne du climat et de l’énergie et au-delà, afin de garantir que nous ne produisons que l’énergie dont nous avons réellement besoin. Ce principe de nécessaire maîtrise de la demande a été souligné dans le rapport de RTE sur les “Futurs énergétiques 2050” et est intimement ancré dans l’action de terrain menée par les adhérents de nos divers réseaux et rappelé par la Convention citoyenne pour le Climat dans ses travaux. Pourtant de manière tout à fait étonnante, il n’est mentionné nulle part dans le projet de GBER. Le contexte actuel de flambée des prix de l’énergie rend le rappel de ce principe auprès des porteurs de projet encore plus crucial pour faciliter la transition de notre système énergétique, sortir des énergies fossiles et atteindre les objectifs climatiques et énergétiques européens et nationaux.

3. Permettre des possibilités d’exemption uniquement pour l’efficacité énergétique et les énergies renouvelables

Seules les mesures d’aide soutenant des activités conformes à l’objectif de l’Union européenne d’être climatiquement neutre d’ici 2050 doivent être exemptées de notification. Pour autant, la proposition du GBER ne précise pas exclusivement les possibilités d’exemption pour les énergies renouvelables et l’efficacité énergétique (selon le 1er principe). De notre point de vue, en conformité avec la directive RED II, seules les sources renouvelables peuvent être couvertes par les règles du GBER. En ce sens, aucune énergie non renouvelable, même “à faible teneur en carbone”, ne peut être incluse dans le projet de GBER et tout investissement dans ces sources d’énergie doit faire l’objet d’une notification directe.

Par ailleurs, la proposition du GBER précise le cadre des aides accordées dans le cadre des procédures d’appel d’offres et maintient la règle de la neutralité technologique pour l’octroi



des aides (article 42.2). Conformément à nos réponses sur la révision des lignes directrices, nous ne pensons pas qu'un processus d'appels d'offres soit un outil rapide et flexible pour atteindre les objectifs en matière d'énergie renouvelable et de participation des citoyens aux projets. Au contraire, les États membres doivent être libres de choisir des mécanismes de rémunération spécifiques aux technologies appropriées afin d'accélérer le déploiement de la combinaison la plus appropriée d'énergies renouvelables dans tous les secteurs, et incités à recourir à des dispositifs visant à une plus grande participation et investissement des citoyens aux projets.

4. Inciter les États membres à soutenir les projets portés par les citoyens et les communautés énergétiques au sein du projet de GBER

- Sur la reconnaissance des communautés énergétiques / CER :

Le GBER doit reconnaître la position unique des CER sur le marché et les défis auxquels ils sont confrontés en tant qu'acteurs non commerciaux du marché. Avec l'actuel projet de CEEAG, le GBER doit faciliter et soutenir le respect par les États membres de leurs obligations légales. **Alors que l'actuel projet de CEEAG ne fait pas référence aux CER** (cf nos demandes ci-dessus), **le CLER-Réseau pour la transition énergétique salue le fait qu'elles aient été malgré tout explicitement mentionnées dans le projet de GBER**. En effet, le préambule cite la nécessité de d'aligner pour assurer la cohérence et la nécessité d'étendre les dispositions sur les aides au fonctionnement pour les CER. Cependant, il serait bon de disposer d'une justification politique supplémentaire sur les raisons pour lesquelles ces dispositions sont légitimes et nécessaires. En outre, il est utile de rappeler l'obligation pour les États membres de transposer un cadre favorable à leur égard et de prendre en compte les CER lors de la conception des régimes nationaux de soutien aux énergies renouvelables, conformément à la directive sur les énergies renouvelables RED II.

- Sur les seuils d'exemption de notification :

La proposition du GBER s'efforce de simplifier la formulation de l'article 4 (par exemple, il n'est plus fait référence à une formule de prix pour l'intensité des aides, mais à des montants précis), ajoute de nouvelles catégories et relève les seuils d'exemption. Pour les aides au fonctionnement pour la promotion de l'électricité produite à partir de sources renouvelables (article 42) et pour la promotion de l'énergie produite à partir de source renouvelable et d'hydrogène renouvelable dans les petites installations ainsi que pour la promotion des communautés énergétiques (article 43), la Commission propose d'augmenter le seuil d'exemption de 15 à 20 M€, par entreprise et par projet, dans la limite d'un seuil cumulé d'exemption de 250 M€ pour tous les régimes d'aide relevant du même article du GBER.

Le CLER-Réseau pour la transition énergétique demande que :

1) le seuil d'exemption sur les aides au fonctionnement aux communautés énergétiques soit relevé, jusqu'à par exemple 50 M€ (soit le même montant que le nouveau seuil de l'aide aux systèmes de chauffage ou de refroidissement urbains).

2) le seuil cumulé d'exemption pour tous les régimes d'aide relevant du même article du GBER fixé à 250 M€ soit également relevé, car il apparaît faible pour déployer une politique nationale d'ancrage territorial des énergies renouvelables par le soutien aux communautés énergétiques. Les objectifs ambitieux de l'Union européenne et de la France dans le cadre du



paquet "Fit for 55" ne peuvent être atteints sans un soutien accru aux énergies renouvelables et à la participation active des habitants et autres acteurs locaux à leur développement.

Conformément à la directive RED II, la proposition du GBER étend les dispositions concernant les aides au fonctionnement pour la production d'énergie issue de sources renouvelables par les CER. Les aides aux CER sont exemptées de notification à la Commission uniquement pour les projets dont la capacité installée est inférieure à 1 MW (dans la limite du seuil cumulé d'exemption de 250 M€, cf ci-dessus). Néanmoins, le seuil de 1 MW - même s'il est plus élevé que celui des "petites installations" fixé à 400 kW - est insuffisant pour assurer la promotion des CER. En effet ce seuil ne concerne que le solaire photovoltaïque par rapport aux autres technologies et exclut les projets éoliens, qui représentent une part importante des projets portés par les CER et qui seraient - de fait - obligés de participer à un appel d'offres¹. Il est d'autant plus incompréhensible que le projet de CEEAG prévoit un seuil de 6 MW : le GBER doit prévoir des seuils spécifiques et adaptés à chaque technologie (taille, capacité, etc.). Comme indiqué au sein du groupe de travail en France sur les projets EnR à gouvernance locale (pilote par le ministère) : *"les projets ENR à gouvernance locale peuvent rencontrer des barrières à l'entrée importantes qui les pénalisent dans la participation aux appels d'offres nationaux. Ces barrières émergent en lien avec la taille souvent plus réduite des projets, leur manque d'expérience et de "track record" sur des projets préalables, l'absence de portefeuilles de projets permettant une diversification des risques, et d'un accès généralement plus difficile au financement"*.

Le CLER-Réseau pour la transition énergétique recommande donc :

- 1) d'aligner dans le GBER un seuil de notification à 6 MW**
- 2) pour les projets éoliens, de conserver un seuil de notification à 18 MW (6 mâts de 3 MW, comme envisagé en France à travers l'arrêté modificatif du CR17).**

Soutenir le développement de l'hydrogène renouvelable

La proposition du GBER étend le champ d'application des aides à l'investissement au titre de l'article 41 à l'hydrogène renouvelable. L'hydrogène renouvelable est défini comme l'hydrogène produit en utilisant uniquement des sources d'énergie renouvelables. L'investissement dans l'hydrogène renouvelable sera facilité par l'exemption de l'obligation de notification des aides à l'investissement pour les projets et infrastructures d'hydrogène renouvelable. Nous saluons cette nouveauté, qui peut également concerner demain des **projets incluant des communautés d'énergie renouvelable ou des communautés énergétiques citoyennes. Le CLER-Réseau pour la transition énergétique demande de que les dispositifs d'exemption ne concernent l'hydrogène renouvelable exclusivement** et exclut tout soutien à l'hydrogène *"à faible teneur en carbone"*.

Par ailleurs, l'article 43, paragraphe 2b, du projet de GBER mentionne que les aides au fonctionnement pour la production d'hydrogène sont exemptées de l'obligation de notification *"uniquement pour les installations produisant exclusivement de l'hydrogène renouvelable"*. Le CLER-Réseau pour la transition énergétique demande que le seuil fixé au paragraphe 2b pour les *"technologies de production de gaz renouvelable"* s'applique à la production d'hydrogène également.

¹ A date, les projets éoliens représentent $\frac{2}{3}$ de la puissance installée des projets labellisés par Énergie Partagée ([cf les chiffres clés de l'énergie citoyenne](#)).



V. ANNEXES



November 2021

Dear Vice-President Timmermans and Commissioner Vestager.

We are writing regarding the **latest draft of the General Block Exemption Regulation (GBER)** that was published on the 6th of October, and as a follow up to previous correspondence on the **draft of the new Climate, Energy and Environmental State aid Guidelines (CEEAG)**¹. We want to express our concern as a coalition of more than 40 diverse organisations working together to speed up the development of community owned renewables across Europe². In our previous letter, we expressed the conclusion that the draft CEEAG was not in line with the objectives of the European Green Deal. This is primarily due to the omission of any mention and acknowledgement of Renewable Energy Communities (RECs) in the draft CEEAG.

We would like to acknowledge that the mention of RECs in the GBER, in particular the inclusion of a 1MW threshold that would exempt RECs from competitive bidding, is a step in the right direction. However, this threshold would only allow solar PV projects to be exempted. Wind projects, which make up a significant portion of REC projects, are still excluded under this threshold and would be forced to participate in competitive bidding. Furthermore, we still do not have any indication that this threshold, or acknowledgment of RECs in general will be reflected in the CEEAG. At the very least, the rules on RECs in the GBER should also apply in the CEEAG. We also request that the GBER clarify and encourage Member States who might see this holistic society encompassing system change as a political obligation, rather than a chain of selective support mechanisms. The European Commission should define a coherent support and change policy for the whole society and all sectors. This will specifically include RECs, beside and alongside the whole societal framework.

The European Green Deal promises a new direction for European policy making. The challenge facing us becomes ever clearer. Even the International Energy Agency (IEA) in its Net Zero Scenario says we need to be at carbon neutral electricity by 2040³. To achieve these targets we need citizen and community engagement, which is vital to ensure the acceptance of this colossal transformation, as also a recent polling proves⁴. That is why we were deeply disappointed that any mention of RECs has been omitted in the draft CEEAG guidelines, a part of an important policy that could help or hinder the European Green Deal.

As we mentioned in our previous letter, the proposed CEEAG draft not only failed to include any reference to RECs, but it also made it more difficult for them to access support schemes. Both the multi-technology approach and the ever more restrictive criteria for bidding exemptions create barriers for

¹ EU state aid guidelines must support community energy – letter: <https://communitypowercoalition.eu/2021/07/15/eu-state-aid-guidelines-must-support-community-energy-letter/>

² The European Community Power Coalition: <https://communitypowercoalition.eu/>

³ IEA (May 2021) Net Zero by 2050: A Roadmap for the Global Energy Sector: <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>

⁴ Across Europe, 86% of people questioned said they would support new wind and solar projects near to where they live. They also expressed a strong interest in joining a local energy cooperative and supported government measures to accelerate the rollout of wind and solar power. <https://europeanclimate.org/resources/europeans-support-new-wind-and-solar-projects-in-their-local-area/>



energy communities to access public funds. This creates additional challenges for RECs to be able to participate on a level playing field with energy incumbents.

This leaves these draft guidelines in direct contradiction to the Renewable Energy Directive (REDII) and creating obstacles to the aims of the European Green Deal. RECs are a key tool for Member States to achieve a swift and popular energy transition. Without the engagement of communities, citizens and local governments in the energy transition there is a risk of backlash and anti-renewables sentiment taking hold.

Article 22 (7) of the REDII mandates Member States to take into account the specificities of RECs when designing their support schemes. When this important requirement is not referenced and built-in to the draft CEEAG, it leaves Member States with an unclear message.

Based on the above, we welcome the proposal of a 1MW threshold for RECs introduced in the draft GBER, which we feel is adequate for solar projects. However, this threshold still entirely ignores community wind projects. Not only do wind projects make up a significant number of projects developed by RECs, they are also projects that are likely to face more public acceptance issues. We recommend introducing a threshold of 18 MW for wind projects - which already exists in the current state aid guidelines, because this would allow RECs to grow along with the scale of wind technology. Both of these thresholds should be mirrored in the CEEAG so that they are in line with the requirements of the RED II. Last but not least, we strongly believe that these thresholds should be accompanied with an official acknowledgement of RECs in the provisions of the CEEAG, highlighting their role in the energy market and in achieving a faster and democratic energy transition.

Both the draft CEEAG and GBER need to be revised and brought in line with the REDII and the spirit of the European Green Deal. Specifically, they should include provisions and references to RECs so as to make competition law a supportive tool of a climate safe future, not a barrier to it. They should also be aligned and include specific thresholds for RECs, maintaining the 1MW threshold for REC solar projects and introducing a threshold of 18MW for REC wind projects.

Yours Sincerely,

The European Community Power Coalition